

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2023

ASSOCIATION INCM
47, Rue du Commandant Rolland
93 350 Le Bourget

ASSOCIATION INCM

Siège social : 47, Rue du Commandant Rolland - 93 350 Le Bourget

Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

Mesdames, Messieurs,

1 - Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association INCM relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

2 - Fondement de l'opinion***Référentiel de l'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des Commissaires aux Comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

3 - Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.821-53 et R.821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant.

Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

4 - Vérification des documents adressés aux administrateurs

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents adressés aux administrateurs sur la situation financière et les comptes annuels.

5 - Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relative aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français, ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement des comptes ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent des erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévue de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Bureau.

6 - Responsabilités du Commissaire aux Comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 1 juillet 2024

Le Commissaire aux Comptes

NSK AUDIT



Manuel Navarro

Bilan Actif

Bilan Actif	Du 01/01/2023 au 31/12/2023			Au 31/12/2022
	Brut	Amort. Prov.	Net	Net
Actif immobilisé				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits similaires	189 161	97 688	91 473	90 281
Autres immobilisations incorporelles	90 144	86 772	3 371	3 720
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillages industriels	4 365 986	2 510 058	1 855 928	1 212 676
Autres immobilisations corporelles	4 079 167	3 510 442	568 725	639 923
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles	411 381		411 381	76 013
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées	5 126 000		5 126 000	5 196 917
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	116 323		116 323	68 994
TOTAL I	14 378 162	6 204 959	8 173 203	7 288 523
Comptes de liaison II				
Actif circulant				
Stocks et encours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	1 571 458	151 809	1 419 649	2 027 279
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	821 529		821 529	955 093
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	2 627 045		2 627 045	2 548 457
Charges constatées d'avance	93 499		93 499	96 000
TOTAL III	5 113 531	151 809	4 961 722	5 626 830
Frais d'émission des emprunts IV				
Primes de remboursement des obligations V				
Écarts de conversion actif VI				
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V + VI)	19 491 692	6 356 768	13 134 924	12 915 353

Bilan Passif

Bilan Passif	31/12/2023	31/12/2022
Fonds propres		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Écarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	2 605 926	2 605 926
Autres réserves		
Report à nouveau	4 795 152	4 697 123
Excédent ou déficit de l'exercice	-288 072	98 029
Situation nette	7 113 006	7 401 079
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	3 478 764	2 864 776
Provisions réglementées		
TOTAL I	10 591 770	10 265 855
Comptes de liaison II		
Fonds reportés et dédiés		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
TOTAL III		
Provisions		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	104 287	210 225
TOTAL IV	104 287	210 225
Emprunts et dettes		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	337 998	416 718
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	738 518	566 386
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	660 387	709 115
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	116 483	85 006
Autres dettes	21 589	34 936
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	563 891	627 113
TOTAL V	2 438 867	2 439 274
Écarts de conversion passif VI		
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V + VI)	13 134 924	12 915 353

Compte de résultat

Compte de résultat	31/12/2023	31/12/2022
Produits d'exploitation		
Cotisations		
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
- dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de services	6 561 372	6 659 068
- dont parrainages	478 908	460 430
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	370 600	375 929
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	172 724	135 622
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	35 520	304
TOTAL I	7 140 215	7 170 924
Charges d'exploitation		
Achats de marchandises		
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	2 993 499	2 957 067
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	169 654	107 148
Salaires et traitements	2 946 964	2 692 599
Charges sociales	1 320 380	1 240 150
Dotations aux amortissements et dépréciations	673 462	580 648
Dotations aux provisions		62 940
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	25 879	26 002
TOTAL II	8 129 839	7 666 554
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	-989 624	-495 630
Produits financiers		
Produits financiers de participation		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	20 998	837
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III	20 998	837
Charges financières		
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions		
Intérêts et charges assimilées	7 538	1 997
Différences négatives de change		2 725
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV	7 538	4 722
RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)	13 461	-3 885
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV)	-976 163	-499 515

Compte de résultat (Suite)

Compte de résultat (Suite)	31/12/2023	31/12/2022
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	31 965	311
Sur opérations en capital	660 463	611 786
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
TOTAL V	692 427	612 097
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	4 337	413
Sur opérations en capital		35
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions		
TOTAL VI	4 337	448
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	688 091	611 650
Participation des salariés aux résultats	VII	
Impôts sur les bénéfices	VIII	14 105
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	7 853 641	7 783 858
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	8 141 713	7 685 829
EXCÉDENT OU DÉFICIT	-288 072	98 029

Contributions volontaires en nature		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL		
Charges des contributions volontaires en nature		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL		

COMPTES ANNUELS

2023

Période du 01/01/2023 au 31/12/2023

ANNEXE

Règles et méthodes comptables

Informations générales et faits caractéristiques de l'exercice

Information générale :

L'INSTITUT NATIONAL DU CYCLE ET DU MOTOCYCLE, ci-nommé après l'INCM, est une association régie par la loi du 1er juillet 1901.

L'association se compose des organisations fondatrices suivantes :

- MOBILIANS représenté par la Filière National, FNCRM,
- Le Groupement National pour la Formation Automobile (GNFA).

Le siège social de l'INCM est situé au 47 rue du Commandant Rolland, 93350 LE BOURGET.

L'INCM a pour objet de :

- Développer la Formation Professionnelle et notamment des personnes se préparant à exercer ou exerçant dans les Entreprises du Cycle et du Motocycle, dans le domaine de l'apprentissage ou tout autre mode prévu ou envisagé par les textes légaux et réglementaires ou contractuels en vigueur,
- Favoriser et de concourir à la formation, à la promotion et à la culture des personnels desdites Entreprises, après leur entrée dans la vie active,
- Constituer un pôle national de ressources et de vie professionnelle pour les entreprises et la population du secteur d'activité.

Les ressources de l'association sont utilisées conformément à son objet social. Elles peuvent notamment provenir :

- De la facturation des contrats d'apprentissage,
- Des subventions de la Région, de la branche des services de l'automobile et de la mobilité, des OPCO et d'autres Collectivités Publiques,
- Des subventions publiques ou privées qui lui sont accordées,
- Des prestations de services réalisées par l'association,
- Des revenus des biens et des valeurs qu'elle possède.

Faits marquants

Annexe au bilan et au compte de résultat de l'exercice clos le 31/12/2023 dont le total du bilan avant répartition est de 13 134 924 Euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste et dégageant un résultat de -288 072 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2023.

Aucun fait de nature à compromettre la continuité d'activité des activités de l'INCM n'a été identifié.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Principes, règles et méthodes comptables

Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions du Code de Commerce, du plan comptable général et du règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements sont calculés, en fonction de la durée d'utilisation prévue, suivant le mode linéaire ou dégressif.

• Logiciels	1 à 3 ans,
• Matériel et outillage	2 à 8 ans,
• Installations et agencements divers	1 à 3 ans,
• Matériel de transport	2 à 5 ans,
• Matériel de bureau et informatique	2 à 5 ans,
• Mobilier de bureau	2 à 5 ans.

Participations, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à cette valeur, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

Fonds propres

Les fonds propres comprennent :

Autres réserves :

Elles sont composées de l'écart de réévaluation de l'immeuble situé 51bis, rue des Epinettes à PARIS, reclassé en 2007 du fait de la sortie de l'immeuble.

Reports à nouveau

Ils sont constitués des résultats (excédents ou déficits) cumulés par l'Organisme Gestionnaire. Au 31 décembre 2023, ils représentent un solde créditeur de 4 795 152€.

Subventions d'investissement

Cette rubrique comprend le montant net des subventions versées par :

- L'Etat,
- L'ANFA au titre des taxes fiscales et parafiscales,
- Le Conseil Général d'Île-de-France,
- Les régions,
- Les collectivités locales,
- Les entreprises privées.

En contrepartie des amortissements des matériels financés, les subventions sont rapportées au résultat de l'exercice au même rythme que les amortissements pratiqués.

Provision pour risques et charges

Une provision est comptabilisée lorsqu'il existe à la clôture de l'exercice une obligation juridique ou implicite dont il est probable ou certain qu'elle provoque une sortie de ressources au bénéfice de tiers.

L'ensemble des litiges (techniques, fiscaux...) et risques ont été inscrits en provision à hauteur du risque estimé probable à la clôture de l'exercice.

Produits de fonctionnement

Les produits de l'Association sont répartis en fonction de leur objet. Leurs origines sont multiples et sont détaillées dans le tableau ci-dessous :

Nature des ressources	31/12/2023	31/12/2022	31/12/2021
Prestations de services	6 561 372	6 659 068	5 695 402
Subventions Région	861		381 715
Subventions Conseil Général			30 000
Autres subventions	359 739	375 929	469 256
Autres produits	909 894	748 556	2 719 723
TOTAL	7 841 865	7 783 553	9 296 096

Prestations de services

L'INCM facture des prestations de formation et de conseils. Une part importante des prestations de formation concerne l'apprentissage dont les factures sont prise en charge par les OPCO sur la base d'un coût-contrat fixé en fonction du domaine d'activité et du niveau de diplôme visé. Toutes les facturations sont comptabilisées dans des comptes 706 et 708.

Subvention de fonctionnement de la Région

La Région a la possibilité de majorer le niveau de prise en charge du coûts-contrat. Cette majoration est déterminée en fonction d'un ensemble de critères.

Autres produits

Ils sont composés à 73 % de la quote-part d'amortissements des subventions d'investissement comptabilisées au passif du bilan de l'association.

Charges de fonctionnement

L'association répartit les dépenses et ressources en quatre sections analytiques distinctes :

- Dépenses de l'Organisme Gestionnaire,
- Dépenses de l'activité de branche (contrat de professionnalisation),
- Dépenses de l'activité de formation continue,
- Dépenses relatives au Centre de Formation des Apprentis.

Pour l'affectation des charges, on détermine en premier lieu l'activité d'origine, puis des clés générales de répartition sont appliquées pour les charges communes.

Les achats et charges externes communs au Centre de Formation des Apprentis et aux autres activités de l'association sont répartis entre les secteurs analytiques selon les heures de formation par groupe.

Les charges de personnel sont affectées selon les heures réellement effectuées.

Les dotations aux amortissements de biens communs au Centre de Formation des Apprentis et aux autres activités sont également réparties entre les secteurs analytiques selon les heures de formation par groupe.

Rappel du contexte :

L'ancien bâtiment de la rue des Epinettes a été apporté à la S.C.I. SAM (ex LGS) en contrepartie de titres de participation dans la S.C.I. SAM (5,8 M€). Le bâtiment du BOURGET s'est financé par la cession de la rue des Epinettes et par des subventions d'investissement de la Région et de l'ANFA.

Malgré le fait que la S.C.I. SAM soit porteuse du projet, l'association INCM a perçu des subventions d'investissement. La S.C.I. SAM ayant un besoin de financement, l'association INCM a reversé les subventions perçues via une avance de trésorerie.

La S.C.I. SAM s'engage à rembourser cette avance de trésorerie sur 13 ans à l'association INCM, soit 200 K€ par an, afin de compenser la nouvelle charge de loyer des locaux du BOURGET.

Les subventions d'investissement sont également rapportées progressivement au résultat de l'association sur 13 ans.

L'exercice 2023 est la dernière année de ce dispositif. L'avance de trésorerie est totalement remboursée au 31 décembre 2023 et les subventions d'investissements sont totalement amorties et rapportées au résultat.

Engagements de départ à la retraite

Les engagements de l'entité en matière d'indemnités de départ à la retraite de ses salariés sont constatés sous forme de provision.

L'estimation des engagements de départ à la retraite s'effectue de façon rétrospective prorata temporis (droits individuels acquis au jour du départ à la retraite, proratisés à la date du calcul) sur la base d'une hypothèse de départ à l'initiative du salarié à l'âge de 67 ans en tenant compte des éléments suivants :

- paramètres propres à chacun des salariés de l'entité (âge à la clôture, ancienneté, statut, taux de mortalité et salaire brut annuel),
- données spécifiques de l'entité (convention collective, hypothèse de progression de la masse salariale, taux de rotation prévisionnel du personnel et taux de charges sociales),
- taux d'actualisation retenu à 3,17%.

Le montant ainsi obtenu, majoré des charges patronales, s'élève à 104 287€ .

Rémunérations versées à certains dirigeants

En application des dispositions de l'article 20 de la loi 2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, les associations dont le budget annuel est supérieur à 150 000 €uros, et recevant une ou plusieurs subventions d'une ou plusieurs collectivités publiques dont le montant cumulé est supérieur à 50 000 €uros, doivent publier chaque année dans les comptes financiers les rémunérations ainsi que les avantages en nature perçus sur l'exercice par les trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés de l'association.

Cette disposition est applicable à l'Association.

Au cours de l'exercice 2023, le montant des rémunérations concernées par ce texte et versées par l'association INCM est nul.

Honoraires du Commissaire aux Comptes

En application des dispositions de l'article R. 123-198 du Code de Commerce, relatif aux obligations comptables applicables aux personnes morales, le montant total des honoraires des Commissaires aux Comptes figurant au compte de résultat de l'exercice doit être mentionné dans les comptes financiers, en séparant les honoraires facturés au titre du contrôle légal des comptes, de ceux facturés au titre des conseils et prestations de services entrant dans les diligences directement liées à la mission de contrôle légal des comptes.

Cette disposition est applicable à l'Association.

Au cours de l'exercice 2023, le montant des honoraires versés au Commissaire aux Comptes sur l'exercice est comptabilisé pour 14 901 €uros hors taxes.

Engagements pris sur la subvention d'investissement destinée à financer GUYANCOURT

La région Ile-de-France a soutenu financièrement la construction du Campus GUYANCOURT.

A ce titre, elle a versé une subvention d'investissement à l'INCM pour un montant de 1 423 500€.

La convention signée précise que l'INCM s'engage à conserver à son actif et à exploiter le site de GUAYNCOURT pendant vingt ans sous peine de devoir reverser la totalité ou une partie de la subvention.

Etat des immobilisations

CADRE A	Valeur brute en début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluation de l'exercice	Acquisitions créances virements
Frais d'établissement et de développement			
Donations temporaires d'usufruit			
Autres postes d'immobilisations incorporelles	270 240		9 065
TOTAL	270 240		9 065
Terrains			
Constructions : - Sur sol propre			
- Sur sol d'autrui			
- Générales, agencements et aménagements constructions			
Installations : - Techniques, matériel et outillage	3 284 727		1 081 259
- Générales, agencements et aménagements divers	1 622 949		21 008
Matériel : - De transport	220 928		
- De bureau et informatique, mobilier	2 079 253		64 433
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes	76 013		405 965
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés			
TOTAL	7 283 869		1 572 665
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres : - Participations	5 196 917		
- Titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	68 994		47 329
TOTAL	5 265 911		47 329
TOTAL GÉNÉRAL	12 820 020		1 629 059

CADRE B	Diminutions		Valeur brute des immos en fin d'exercice	Réval. légale ou éval. par mise en équival.
	Virement	Cession		Val. d'origine des immo. en fin d'ex.
Frais d'établissement et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Autres postes d'immobilisations incorporelles			279 305	
TOTAL			279 305	
Terrains				
Constructions : - Sur sol propre				
- Sur sol d'autrui				
- Gales, agencts et aménagt. const.				
Installations : - Techniques, matériel et outillage			4 365 986	
- Gales, agencts et aménagt. divers	70 596		1 714 553	
Matériel : - De transport			220 928	
- De bureau et informatique, mobilier			2 143 686	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes	-70 596		411 381	
Biens reçus par legs ou don. destinés à être cédés				
TOTAL			8 856 534	
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres : - Participations	70 917		5 126 000	
- Titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières			116 323	
TOTAL	70 917		5 242 323	
TOTAL GÉNÉRAL	70 917		14 378 162	

Etat des amortissements

CADRE A - Situations et mouvements de l'exercice	Montant au début de l'exercice	Augment.	Diminu.	Montant en fin d'exercice
Frais d'établissement et développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Autres postes d'immobilisations incorporelles	176 239	8 221		184 460
TOTAL	176 239	8 221		184 460
Terrains				
Constructions : - Sur sol propre				
- Sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriel	2 072 050	438 007		2 510 058
Installations générales, agencements et aménagements divers	1 352 778	85 581		1 438 360
Matériel de transport	203 685	15 659		219 344
Matériel de bureau et informatique, mobilier	1 722 744	125 994		1 848 738
Emballages récupérables et divers	4 000			4 000
TOTAL	5 355 257	665 242		6 020 499
TOTAL GÉNÉRAL	5 531 497	673 462		6 204 959

CADRE B - Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires	Dotations			Reprises			Mouvement net des amort. en fin d'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et dvp.							
Donations temporaires d'usufruit							
Autres postes d'immo. incorp.							
TOTAL							
Terrains							
Constructions : - Sur sol propre							
- Sur sol d'autrui							
Inst. gales, agenc. et aménag. des construc.							
Inst. tech. mat. et outil. indus.							
Inst. gales, agenc. et aménag. divers							
Matériel de transport							
Mat. de bureau et info. mob.							
Emballages récup. et divers							
TOTAL							
Frais d'acq. de titres de particip.							
TOTAL GÉNÉRAL							
DOTATIONS NON VENTILÉES			REPRISES NON VENTILÉES			TOTAL GÉNÉRAL NON VENTILÉ	

CADRE C - Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Montant net au début de l'exercice	Augment.	Dot. exercice aux amort.	Montant net en fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à évaluer				
Primes de remboursement des obligations				

Etat des provisions et dépréciations

Nature des provisions	Montant au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises à la fin de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Réglémentées - Reconstitution des gisements Provisions pour : - Investissements - Hausse des prix Amortissements dérogatoires Provisions pour prêts d'installation Autres provisions réglementées				
TOTAL I				
Risques et charges - Litiges - Garanties données aux clients - Pertes sur marché à terme - Amendes et pénalités - Pertes de change Provisions pour : - Pensions et obligations - Impôts - Renouvellement des immobilisations - Gros entretien et grandes révisions - Charges sociales et fiscales sur congés à payer Autres provisions pour risques et charges	 147 285 62 940		 42 997 62 940	 104 287
TOTAL II	210 225		105 937	104 287

Nature des dépréciations	Montant au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises à la fin de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Dépréciations - Incorporelles - Corporelles Immobilisations : - Biens reçus par legs ou donations - Titres mis en équivalence - Titres de participation - Financières Sur stocks et en cours Sur comptes clients Sur créances reçues par legs ou donations Autres provisions pour dépréciation				
TOTAL III	172 263		20 454	151 809
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)	382 488		126 391	256 096
- D'exploitation Dont dotations et reprises : - Financières - Exceptionnelles			126 392	

Etat des créances et dettes

Créances	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an
De l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	116 323		116 323
De l'actif circulant			
Clients et usagers douteux ou litigieux	11 837	11 837	
Clients, usagers et comptes rattachés	1 559 621	1 559 621	
Reçues sur legs ou donations			
Personnel et comptes rattachés	3 824	3 824	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	4 459	4 459	
Impôts sur les bénéfices	10 573	10 573	
Taxe sur la valeur ajoutée	130 305	130 305	
Autres impôts, taxes et versements assimilés	19 791	19 791	
Divers	555 724	555 724	
Confédération, fédération, union, associations affiliées			
Débiteurs divers	96 854	96 854	
Charges constatées d'avance	93 499	93 499	
TOTAL	2 602 809	2 486 486	116 323

Dettes	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an	Échéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires et assimilés				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit : - A 1 an max. à l'origine - A plus d'1 an à l'origine	328 512	83 579	244 933	
Emprunts et dettes financières diverses				
Fournisseurs et comptes rattachés	738 518	738 518		
Dettes des legs ou donations				
Personnel et comptes rattachés	150 047	150 047		
Sécurité sociale et autre organismes sociaux	370 717	370 717		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée	93 919	93 919		
Autres impôts, taxes et assimilés	45 704	45 704		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	116 483	116 483		
Confédération, fédération, union, associations affiliées				
Autres dettes	21 589	21 589		
Produits constatés d'avance	563 891	563 891		
TOTAL	2 429 380	2 184 447	244 933	

Charges à payer et produits à recevoir

Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2023	31/12/2022
Emprunts obligataires convertibles		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	470	566
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	99 830	105 968
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	254 554	265 330
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		1 909
TOTAL	354 854	373 773

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2023	31/12/2022
Créances rattachées à des participations		
Autres titres immobilisés		
Prêts		
Autres immobilisations financières		
Créances clients et comptes rattachés	263 718	111 976
Créances reçues par legs ou donations		
Autres créances		
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités	17 856	
TOTAL	281 574	111 976

Produits et charges constatés d'avance

Produits constatés d'avance		Exercice clos le	Exercice clos le
		31/12/2023	31/12/2022
Produits :	- D'exploitation	563 891	627 113
	- Financiers		
	- Exceptionnels		
TOTAL		563 891	627 113

Charges constatées d'avance		Exercice clos le	Exercice clos le
		31/12/2023	31/12/2022
Charges :	- D'exploitation	93 499	96 000
	- Financières		
	- Exceptionnelles		
TOTAL		93 499	96 000

Variation des fonds propres art.431-5

Variation des fonds propres	Montant en début d'exercice	Affectation du résultat	Augmentations	Diminutions ou consommations	Montant en fin d'exercice
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Écarts de réévaluation					
Réserves	2 605 926				2 605 926
- dont réserves des activités sociales et médico sociales					
Report à nouveau	4 697 123	98 029			4 795 152
- dont report à nouveau des activités sociales et médico sociales					
Excédent ou déficit de l'exercice	98 029	-98 029			-288 072
- dont excédent ou déficit des activités sociales et médico sociales					
Situation nette	7 401 079				7 113 006
Dotations consommables					
Subventions d'investissement	2 864 776		1 274 451	660 463	3 478 764
Provisions réglementées					
TOTAL	10 265 855		1 274 451	660 463	10 591 770

Effectif moyen

Catégories de salariés	Salariés	En régie
Cadres	9	9
Agents de maîtrise et techniciens	61	57
Employés	1	1
Ouvriers		
Apprentis sous contrat		
TOTAL	71	67

[illegible]

2 - identification de la filiale :
SCI DES SERVICES DE L'AUTOMOBILE ET DE LA MOBILITE (6,04%)